



# FLASH AGRI ZONE ALENA



## EDITORIAL

### **Une nouvelle administration expérimentée, mais le Ministre de l'agriculture n'est toujours pas nommé**

*En cette nouvelle Année, l'équipe du FlashAgri vous présente ses meilleurs vœux.*

*Alors que Donald Trump a été officiellement élu Président des Etats-Unis, le 19 décembre, par les Grands Electeurs, la quasi-totalité des membres de son Cabinet et des Administrateurs des agences fédérales a été choisie. Le poste de Ministre de l'Agriculture est l'un des derniers postes "vacants". Un porte-parole de Donald Trump a indiqué que le choix du Ministre de l'Agriculture est un sujet important ; le président élu souhaite s'assurer qu'il fait le bon choix et choisit la bonne personne. Toutefois à l'heure où ce FlashAgri est publié, il semble que l'ancien gouverneur de l'Etat de Géorgie, Sonny Perdue, soit passé de la position de « favori » à celle de « très susceptible d'être choisi ».*

*Les membres de l'équipe ministérielle et de la haute administration désignés par le Président élu (qui devront encore être validés par le Sénat) sont expérimentés. Certains ont des idées très arrêtées sur des sujets de préoccupation du monde agricole. Ainsi l'ancien procureur général Pruitt désigné administrateur de l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA), a combattu les réglementations sur l'environnement et le bien-être animal de l'Administration Obama. En 2014, il a poursuivi l'Etat de Californie pour avoir imposé que les œufs vendus dans cet Etat proviennent de poules disposant d'un minimum d'espace. En 2015, il a poursuivi l'EPA à propos de la réglementation sur la qualité de l'eau, très décriée par les agriculteurs, la qualifiant d'excessive. En revanche, M. Pruitt s'est également opposé à la fixation des mandats d'incorporation de biocarburants (RFS) en 2013, jugeant le dispositif irréalisable. De même Rick Perry, nommé au poste de Ministre de l'Energie, avait, en tant que gouverneur du Texas, largement défendu les énergies fossiles et vivement critiqué les mandats d'incorporation de biocarburants. Cette nomination inquiète les leaders de l'industrie des carburants renouvelables qui espèrent que le Président Trump tiendra ses engagements de campagne. Le Ministre de la Santé choisi par Donald Trump, le Représentant Tom Price ne s'était pas beaucoup fait entendre sur la politique alimentaire de la FDA, agence dépendant du ministère de la Santé. Toutefois il avait voté contre la loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments. En matière commerciale, le Président élu a choisi un trio aux positions conservatrices et partageant l'opposition de Donald Trump à la mondialisation commerciale, visant en particulier la Chine : Wilbur Ross au poste de Ministre du commerce, Robert Lighthizer en tant que US Trade representative (USTR -il occupait la fonction de représentant adjoint au commerce dans l'Administration de Ronald Reagan) et Peter Navarro, au nouveau poste de Directeur du National Trade Council à la Maison blanche. Ces personnalités, qui se complètent de par leur expérience (Wilbur Ross est banquier, Robert Lightizer est avocat, Peter Navarro est un universitaire) sont plutôt en faveur des accords bilatéraux. Par ailleurs, la nomination de Ryan Zinke au ministère de l'Intérieur a été saluée par les organisations agricoles. Le Ministre de l'Intérieur gère 243 millions d'hectares de terres fédérales dont 100 millions utilisées pour le pâturage des animaux. Les éleveurs espèrent que les restrictions d'accès aux pâturages qui leurs sont imposées seront abrogées et de fait pouvoir désormais disposer de plus de terres.*

*Bonne lecture !*



## Politiques commerciales

### ÉTATS-UNIS : Réouverture du dossier sur la viande aux hormones?

USTR : US trade  
représentative

Les professionnels de la viande bovine, éleveurs notamment, ont écrit à M. Froman le 9 décembre 2016 pour demander la mise en place de mesures de rétorsions à l'encontre de l'Union européenne dans le cadre du contentieux aux hormones.

TTIP : partenariat  
transatlantique pour le  
commerce et  
l'investissement

Le 22 décembre, l'USTR Michael Froman, a annoncé qu'il engageait une action à l'encontre des pratiques déloyales et discriminatoires de l'Union européenne vis-à-vis des importations de viandes bovines américaines. L'USTR a prévu d'organiser une audition le 15 février par un comité inter-agences d'experts en questions commerciales et d'économistes ; l'USTR a également lancé un appel à commentaires publics pour connaître les impacts de la mise en place de mesures de rétorsions tarifaires sur les produits européens au niveau des consommateurs et des PME américains. Le comité d'experts inter-agences examinera également les commentaires. La décision de l'USTR sera prise à l'issue de ces 2 étapes. Un lien clair est fait par la partie américaine avec l'absence d'aboutissement des négociations du TTIP d'ici la fin 2016, voulue, selon l'USTR, par l'Union européenne.

Dans son communiqué de presse, l'USTR rappelle que l'embargo européen sur la plupart des produits bovins américains n'est pas basé sur des données scientifiques solides et est discriminatoire envers l'industrie de la viande américaine. L'Ambassadeur Froman a indiqué que l'UE n'avait pas été à la hauteur pour résoudre cette question et qu'il était désormais temps d'agir. L'action engagée par les Etats-Unis vise à rendre l'UE responsable et à encourager la Commission à revenir à la table pour garantir aux éleveurs américains l'accès au marché européen et que les consommateurs européens aient un meilleur accès à du bœuf américain de haute qualité.

Le communiqué précise également qu'en 2009, les Etats-Unis avaient négocié un accord permettant un modeste accès au marché d'un certain type de viande répondant aux normes européennes, mais que cet accord n'avait pas fonctionné comme souhaité. La Commission européenne avait fait valoir que cette question devait être réglée dans le cadre du TTIP. Comme l'Europe avait décidé à l'issue de la réunion des ministres du commerce de septembre 2016 de ne pas conclure le TTIP d'ici la fin de l'année, l'USTR conclut qu'il est désormais temps d'agir.

### ÉTATS-UNIS : Bilan des exportations de produits agricoles par Etat fédéré pour l'année 2015

USDA : US Department of  
Agriculture

L'ensemble des recettes des exportations agricoles américaines a chuté de 152,5 Mds à 133Mds entre 2014 et 2015. Cette chute était la première depuis 2009. Les causes sont multiples : une croissance économique mondiale plus lente, un dollar américain fort et une baisse des prix pour les marchandises en vrac.

Le service de recherche économique de l'USDA a publié le bilan par Etat fédéré des exportations de produits agricoles américains pour l'année 2015. La Californie arrive largement en tête des Etats exportateurs. Elle représente à elle seule 17% des exportations américaines en valeur., avec un total de plus de 22,5 Mds de dollars de produits exportés, soit plus du double des exportations de l'Iowa en deuxième position avec 10 Mds de dollars à l'exportation et de l'Illinois en troisième position avec 8 Mds de dollars à l'exportation.

Pour ce qui concerne la Californie, les fruits à coque représentent la plus grande part des exportations, avec près de 8 Mds de dollars de ventes. Dans cinq Etats, l'Illinois, l'Iowa, le Nebraska, l'Indiana et le Minnesota, la plus grande part du chiffre d'affaires à l'exportation correspond aux recettes liées au soja.

L'Iowa est l'Etat qui exporte le plus de produits animaux avec près de 3 Mds de dollars de ventes dont deux tiers de viande de porc, suivi par le Texas avec 2Mds de ventes à l'exportation dont près de la moitié concerne la viande bovine.



Tous les Etats fédérés des Etats-Unis, à l'exception de l'Arizona et de l'Alaska ont enregistré une baisse des recettes liées aux exportations agricoles entre 2014 et 2015. Cette diminution se monte à un milliard de dollars pour la Californie et à près de deux milliards pour l'Illinois.

## Politiques agricoles

### ETATS-UNIS : Revenus agricoles en baisse en 2016, mais moyenne quinquennale record

La valeur nominale est la valeur à un instant donné, ce sont les montants courants. La valeur réelle correspond au montant corrigé par rapport à la fluctuation économique.

Le revenu agricole net comptant devrait augmenter pour les exploitations spécialisées en céréales mixtes (+10,4%), en maïs (+15,1%) et en soja ou cacahuète (11,8%).

Les versements liés aux programmes du Farm Bill devraient augmenter de 19%, soit plus de 12,6 Mds de dollars (12 Mds euros) en 2016, principalement liés aux programmes ARC et PLC.

ARC : assurance sur le revenu pour les faibles pertes agricoles.

PLC : dispositif assurantiel de soutien au prix de vente.

Selon les prévisions du Service de Recherche Economique de l'USDA, le revenu agricole net est estimé à 66,9 Mds de dollars (63,3 Mds euros) pour l'année 2016, soit une baisse de 17,2 % par rapport à 2015. Si ces estimations sont justes, le revenu agricole net serait le plus bas depuis 2009, à la fois en valeur nominale et en valeur réelle. Les recettes pourraient baisser de 23,4 milliards de dollars (22,2 Mds euros) en 2016, soit moins 6,2%, du fait de la chute des recettes sur les produits d'élevage de 12,3% (viandes, œufs, produits laitiers et notamment les productions bovines avec une baisse des recettes de 11,6 Mds de dollars – 11Mds euros, soit 14,8% de moins que pour 2015). En revanche, les recettes pour les cultures végétales devraient globalement rester inchangées. Après une forte baisse en 2015, le revenu agricole net comptant moyen de la plupart des exploitations agricoles spécialisées dans les cultures végétales devrait augmenter.

Pour la deuxième année consécutive, les dépenses de productions sont revues à la baisse avec une chute de 9,2 Mds de dollars (8,7 Mds d'euros) par rapport à 2015, sous l'effet de la diminution du coût des intrants d'origine agricole (alimentation animale, animaux, semences) de même que celle du carburant.

Le Ministre de l'agriculture Tom Vilsack a déclaré à cette annonce « Les prévisions d'aujourd'hui continuent de montrer que la santé de l'ensemble de l'économie agricole est forte face aux marchés difficiles. Après avoir atteint des niveaux record en 2012-2014, le revenu agricole net a diminué en 2015 et devrait reculer en 2016, mais la situation d'ensemble montre que le revenu agricole sur les 5 dernières années a atteint la plus haute moyenne quinquennale enregistrée. ». Il a notamment mis en avant l'impact positif des filets de sécurité du Farm Bill 2014 sur la stabilité financière des producteurs.

Le Ministre a également fait l'éloge des engagements de l'administration Obama envers l'Amérique rurale, le revenu moyen des ménages agricoles devant se maintenir en 2016 proche des sommets historiques et rester stable par rapport à 2015.

## Politiques environnementales

### CANADA : Santé Canada envisage la suppression progressive des usages de l'imidaclopride en agriculture

Santé Canada : Ministère de la santé du Canada  
L'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) de Santé Canada est chargée de la réglementation des pesticides.  
L'imidaclopride est un insecticide de la famille des néonicotinoïdes.

Dans le cadre du processus régulier d'évaluation des pesticides, l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) de Santé Canada a réévalué l'imidaclopride. L'évaluation des risques pour l'environnement a démontré que, dans les milieux aquatiques canadiens, l'imidaclopride atteint des concentrations qui sont néfastes pour les insectes aquatiques. Ces derniers comptent pour une part importante de l'écosystème, notamment comme source d'aliments pour les poissons, les oiseaux et d'autres animaux. L'ARLA conclut que sur la base des renseignements actuellement disponibles, le maintien de l'utilisation de



Cette proposition a été publiée le 26 novembre 2016.

L'ARLA et l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des États-Unis ont engagé en 2015 un travail conjoint de réévaluation des trois pesticides de la classe des néonicotinoïdes, imidaclopride, thiaméthoxame et clothianidine au regard des risques posés pour les pollinisateurs.

l'imidaclopride en volume élevé dans le domaine de l'agriculture n'est pas une solution viable.

Par ailleurs, l'évaluation des risques pour l'environnement révèle un risque potentiel pour les oiseaux et les petits mammifères se nourrissant de semences traitées à l'imidaclopride, mais l'adoption de bonnes pratiques agricoles et l'usage d'un équipement adéquat pourraient réduire ce type d'exposition.

L'évaluation sanitaire n'a pas relevé de préoccupations relativement à la santé humaine pour aucune voie d'exposition lorsque les produits contenant de l'imidaclopride sont utilisés conformément aux normes en vigueur figurant sur les étiquettes.

Par conséquent, l'ARLA propose l'abandon graduel de toutes les utilisations de l'imidaclopride en agriculture et de la majorité de ses autres utilisations à l'extérieur, et ce, sur une période de trois à cinq ans. L'ARLA examinera toute autre proposition en matière de gestion des risques, pourvu qu'elle permette d'obtenir des concentrations acceptables d'imidaclopride dans l'environnement, dans les mêmes délais.

Cette proposition est soumise à consultation publique pour une durée de 90 jours (jusqu'au 21 février 2017). Santé Canada prendra sa décision définitive suite à l'analyse des commentaires.

L'ARLA vient également d'entreprendre l'examen spécial des produits antiparasitaires homologués qui contiennent les matières actives clothianidine et thiaméthoxame en vue d'évaluer les risques potentiels pour les invertébrés aquatiques exposés à la clothianidine ou au thiaméthoxame utilisés comme traitement de semences, foliaire ou de sol.

## Politiques alimentaires

### ÉTATS-UNIS : Les Américains mangent plus de fromages et de yaourts

ERS : Economic research service- service de recherche économique de l'USDA

1 cup = 237ml/ 237 g

Selon l'ERS, les Américains ne consomment à peine plus d'un tiers de litre (1,5 cup) de produits laitiers par jour, soit la moitié des apports journaliers en produits laitiers recommandés pour un régime à 2000 calories par jour.

Ce niveau de consommation est resté inchangé entre 1974 et 2014. En revanche, la consommation de fromage a doublé, passant d'un équivalent de 0,29 cup (environ 70g) par personne et par jour en 1974 à 0,64 cup (environ 150 g) en 2014. De même, la consommation de yaourts a été multipliée par 10 en 40 ans pour atteindre en 2014 un équivalent de 0,05 cup (11g) par personne et par jour.

La consommation de lait liquide a quant à elle chuté, passant d'un équivalent de 0,90 cup (environ 213 ml) par personne et par jour à 0,55 cup (130 ml) entre 1974 et 2014. Ceci peut s'expliquer par la compétition avec les boissons sans alcool, les jus de fruits et l'eau en bouteilles, mais aussi par le fait que la population s'est diversifiée d'un point de vue ethnique, populations dont le régime alimentaire n'inclut pas de manière habituelle le lait liquide.

### ÉTATS-UNIS : La chambre des Représentants publie un rapport sur le programme d'aide alimentaire SNAP

SNAP : Supplemental Nutrition Assistance Program. Il s'agit du

Le 6 décembre, le comité pour l'agriculture de la Chambre des Représentants a publié un rapport sur le programme SNAP) de l'USDA. Dans le cadre de cet examen complet étalé sur près de 2 ans, entre février 2015 et décembre 2016, le comité a entendu 60 témoins lors de





programme d'aide alimentaire domestique le plus important.

Le programme SNAP représente 2/3 du budget du Farm Bill. Chaque année 70 Mds de dollars sont alloués à ce programme, qui permet à 43 millions d'Américains de recevoir chaque mois des bons alimentaires.

Les membres du 115<sup>ème</sup> Congrès sont entrés en fonction le 3 janvier 2017.

Le programme SNAP, inscrit dans le Farm Bill, arrive à échéance en 2018. Lors des discussions sur le Farm Bill 2014, la politique d'aide alimentaire a fait l'objet d'importants débats. La Chambre des représentants souhaitait initialement une réduction du budget alloué au programme. Par ailleurs, la question de la séparation du programme SNAP du Farm Bill avait été largement discutée.

En 2015, 42,7% des bénéficiaires étaient des enfants, 19,6% des personnes âgées, 20,2% des personnes souffrant de handicap et 19,1 % des individus entre 18 et 49 ans.

Le programme SNAP est administré par les Etats fédérés.

Entre 2009 et 2011, chaque année, près de 858 millions \$ de nourriture, soit 1,3 % du total des bénéfices du programme SNAP, ont fait l'objet de trafic par des revendeurs.

Le programme SNAP prévoit déjà l'éducation à une alimentation plus saine. 400 millions\$ sont accordés par subventions fédérales à des banques alimentaires ou à d'autres organisations des Etats fédérés pour des programmes de formations pour les personnes aux revenus les plus faibles

16 auditions. Le rapport intitulé « Past, Present & Future of SNAP » vise à mieux connaître le programme SNAP et ses bénéficiaires, à évaluer la façon dont le programme utilise les prestations en espèce et en nature et à examiner les voies. Les Président et co-Président du comité précisent en préambule que ce travail était essentiel alors que le 115<sup>ème</sup> Congrès se prépare à ré-autoriser le programme SNAP. Ils ajoutent que "rien n'apparaît dans le rapport qui puisse suggérer des coupes du programme ou encore sa suppression, alors que le programme SNAP en fait tant au bénéfice du plus grand nombre".

Les conclusions du rapport sont évoquées sous quatre grands thèmes :

**Intégrer l'innovation et la souplesse dans l'exécution du programme.** Le rapport fait état d'une grande diversité de personnes recevant les aides SNAP et souligne la nécessité d'adaptation du programme pour répondre aux besoins de chaque bénéficiaire. L'introduction des nouvelles technologies y est suggérée car permettant d'obtenir plus d'informations sur les bénéficiaires du programme SNAP, d'éviter les chevauchements d'aide, d'uniformiser les processus de demandes, et de réduire les lourdeurs administratives. Une meilleure collaboration entre les parties prenantes (états fédérés, organisations caritatives, entreprises privées, collectivités...) est aussi recommandée.

**Favoriser l'ascension sur l'échelle économique grâce à l'emploi.** 68% des foyers qui bénéficient des aides alimentaires ne perçoivent pas de salaires. Le rapport indique que la promotion de voies d'accès à l'emploi constitue le meilleur moyen d'aider les individus à à sortir de la pauvreté et devenir auto-suffisants. Par ailleurs, il souligne que la superposition d'aides peut avoir un effet dissuasif à la recherche d'emplois ; certains bénéficiaires des SNAP en trouvant un travail passeraient au-dessus du seuil d'éligibilité à l'aide alimentaire ce qui les amènerait à réfléchir quant à la nécessité de gagner plus d'argent. Le rapport conclut qu'il faut une meilleure application des exigences de travail pour les bénéficiaires des SNAP dans certains Etats fédérés, et que ceci doit être combiné avec des programmes plus efficaces d'emploi et de formation.

**Maintenir l'intégrité du programme.** Le programme SNAP a besoin d'objectifs clairs et doit être évalué selon des critères permettant son amélioration. Le rapport indique qu'il est crucial de réduire les taux de fraudes grâce à des stratégies et technologies innovantes aux niveaux fédéral et fédéré. L'USDA doit également réduire les erreurs de sur-paiement (3,66% des aides versées) et de sous paiement (0,69% des aides versées). Le rapport évoque la flexibilité des Etats dans la gestion des SNAP, qui ne doit pas mettre en danger l'intégrité du programme. Enfin la disponibilité des données est un élément clé pour garantir le bon fonctionnement du dispositif.

**Améliorer l'accès à la nourriture et promouvoir une alimentation saine.** Le rapport constate que les Américains vivant tant dans les zones urbaines que rurales ne peuvent améliorer leur régime alimentaire sans avoir accès à des aliments sains. Il recommande l'éducation à la nutrition des bénéficiaires des SNAP, combiné à des mesures incitatives.

Réagissant à cette publication, Tom Vilsack, Ministre de l'agriculture a déclaré « alors que le Congrès commence à travailler sur la nouvelle loi agricole, le Farm Bill 2018, [ses membres] doivent protéger le programme SNAP et résister aux pressions de l'amoindrir en le transformant en une subvention globale inefficace »



## Politiques sanitaires

### CANADA : Modernisation des règles d'étiquetage des aliments : l'indication de la présence d'ingrédients génétiquement modifiés resterait volontaire

**ACIA : Agence canadienne d'inspection des aliments.**

L'initiative de modernisation de l'étiquetage des aliments a été lancée par l'ACIA en 2013.

La consultation prend fin le 28 février 2017.

**GM : génétiquement modifié**

Santé Canada mentionne sur son site internet qu'il ne considère pas les aliments génétiquement modifiés comme potentiellement problématiques, car il existe déjà une procédure minutieuse d'évaluation de la sécurité avant que de tels aliments soient mis en vente.

Dans le cadre de l'initiative de modernisation de l'étiquetage des aliments, visant à aider les consommateurs à être mieux informés lors de l'achat de produits alimentaires, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a engagé le 1<sup>er</sup> décembre une consultation en ligne sur les propositions clé de cette modernisation.

Dans son questionnaire détaillant les différentes propositions d'exigences, l'obligation d'indiquer la présence d'ingrédients GM n'est pas prévue. L'ACIA a expliqué que « les entreprises peuvent volontairement ajouter des informations sur la présence d'OGM dans les produits ». Santé Canada exige l'étiquetage obligatoire de l'aliment GM et de tout autre aliment seulement s'il y a un risque pour la santé, si une substance allergène est présente ou s'il y a eu un changement dans la composition de l'aliment.

Le Canadian Biotechnology Action Network (CBAN), un groupe opposé à l'ingénierie génétique, explique que l'ACIA et le gouvernement canadien ont reçu beaucoup de demandes de la part du grand public concernant l'étiquetage des OGM sur les aliments depuis le lancement de l'initiative sur l'étiquetage alimentaire. Selon le CBAN, les sondages ont montré que 88 % des Canadiens veulent un étiquetage qui mentionne la présence d'OGM dans les aliments qu'ils achètent. Le groupe regrette le manque de réponse du gouvernement ; celui-ci s'est contenté de répondre que ce sujet n'est pas à l'ordre du jour.

### ETATS-UNIS : Proposition de modification de l'étiquetage nutritionnel des viandes et ovo produits

**FDA : Food and Drug Administration**

**USDA - FSIS : Food Safety Inspection Service (service d'inspection de la sécurité sanitaire des aliments).** Service de l'USDA en charge de la sécurité sanitaire des viandes et ovo produits

En mai 2016, la FDA a publié une règle finale sur l'étiquetage nutritionnel des aliments.

[Voir Flash Agri n°2018](#)

Parallèlement aux dispositions récentes adoptées en la matière par la FDA, l'USDA-FSIS va proposer de modifier les exigences en matière d'étiquetage nutritionnel des viandes et ovo produits, à savoir :

- Retirer la mention « calories provenant de matières grasses », imposer la déclaration de la quantité de sucres ajoutés, de vitamine D et de potassium, et permettre l'inscription volontaire des teneurs en vitamine A et vitamine C.
- Mettre à jour les apports journaliers recommandés pour le sodium passant de 2400 mg à 2300mg
- Amender les exigences d'étiquetage pour les aliments destinés spécifiquement aux enfants de moins de 4 ans et aux femmes enceintes ou allaitant et établir des valeurs de référence spécifiques en termes de nutriments pour ces populations
- Réviser le format et l'apparence de l'étiquetage nutritionnel : augmentation de la taille de l'indication des calories, des portions (taille de portion et nombre de portions par contenant), caractères gras pour le nombre de calories et la taille des portions.

Le projet de règle, qui n'est pas encore publié, sera ouvert à commentaires publics pour une période de 60 jours.

### ETATS-UNIS : Incertitudes sur les risques du glyphosate pour la santé et l'environnement

**Le glyphosate est l'herbicide le plus utilisé au monde et développé par Monsanto.**

**EPA : Agence de protection de l'environnement**

Du 13 au 16 décembre 2016, l'EPA a réuni un comité de 15 scientifiques pour analyser les risques liés au glyphosate. Les chercheurs ont tenté de parvenir à un consensus concernant les effets de l'herbicide sur la santé humaine et sur l'environnement. Mais ils se sont montrés incertains quant à une conclusion.

Le comité scientifique a passé 4 jours, dont un jour et demi dédié à l'audition des parties prenantes, à analyser des études scientifiques sur le lien entre glyphosate et cancer. Ils se sont particulièrement intéressés à un type de cancer du système immunitaire, le lymphome



Le comité scientifique devait à l'origine se réunir le 18 octobre.

D'après les données présentées par l'EPA, la quantité de glyphosate utilisée a augmenté de façon exponentielle depuis les 30 dernières années et atteindrait 136000 tonnes par an.

[Voir Flash Agri n°221](#)

non- Hodgkin, qui se déclare plus souvent chez les agriculteurs que dans les autres catégories professionnelles. Beaucoup d'experts hésitaient à dire que le glyphosate n'est pas cancérigène, ainsi que l'EPA le prétendait initialement. Mais ils notaient également que les données prouvant que la substance est carcinogène étaient loin d'être concluantes.

Un statisticien de l'American Cancer Society, membre du comité a déclaré : « il y a eu 30 ans d'études sur cette substance chimique, et je suis surpris que nous en soyons encore à ce niveau d'incertitude ».

A l'issue de la réunion non conclusive, la présidente du Comité scientifique a demandé au représentant de l'EPA, s'il comprenait la position du comité. Celui-ci a répondu " c'est aussi clair que de la boue ".

Les scientifiques ont à présent 3 mois pour faire une recommandation formelle à l'EPA. Cette recommandation pourrait fortement influencer l'agence sur sa décision d'imposer ou non des restrictions sur l'usage du glyphosate.

### ETATS-UNIS : Monsanto développe une nouvelle technologie de protection des semences

Ce nouvel enrobage se distingue de la version précédente) pour laquelle les spores ne restaient sur les graines que 120 jours, ce qui limitait la période de semis.

La commercialisation de cette technologie est annoncée pour 2017.

Le marché des produits microbiens ne représente actuellement qu'1,8 milliards \$ des ventes des produits phytosanitaires alors que les ventes de produits chimiques traditionnels atteignent environ 240 milliards \$.

Monsanto, en partenariat avec l'entreprise danoise Novozymes A/S, a annoncé le développement d'une nouvelle technologie de protection des semences de maïs à partir d'un champignon.

Il s'agit d'un traitement des semences de maïs au moyen d'un enrobage conçu à partir des spores d'un champignon, le *Penicillium Billaiae*. Selon l'entreprise productrice, il permettrait de protéger la graine des organismes nuisibles au moment de la germination et favoriserait l'absorption de l'azote et du phosphore provenant du sol. Contrairement aux précédents enrobages développés par Monsanto à partir de champignons, les tests ont montré une compatibilité avec d'autres traitements chimiques. Par ailleurs, ce traitement a une "durée de vie" de 2 ans, ce qui permettrait à l'agriculteur de bénéficier d'une grande marge pour semer.

Monsanto affirme qu'il s'agit d'une révolution pour les agriculteurs. Les essais expérimentaux montrent que les cultures de maïs traité de la sorte ont eu de meilleurs rendements (+ 1,88 quintal par hectare en moyenne) que les maïs non-traités. Ce traitement des semences pourrait aussi permettre de diminuer l'utilisation d'engrais et de diminuer les émissions de CO2.

Selon Colin Beltsky, vice-président de Novozyme, ce traitement des semences pourrait « devenir un des produits biologiques les plus utilisés dans l'industrie agricole » car « en exploitant la puissance des microbes naturels, les agriculteurs pourront produire plus ».

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Washington (adresser les demandes à [agro@ambafrance-us.org](mailto:agro@ambafrance-us.org))

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette



Éditeur : Catherine Rogy  
Service Economique Régional  
Adresse : 4101 Reservoir Road N.W  
Washington DC, 20007, USA

Directeur de la publication : Catherine Rogy  
[catherine.rogly@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.rogly@dgtresor.gouv.fr)  
Articles rédigés par Jade Boivin  
Revus par : Catherine Rogy  
Date de parution : 05-01-2017  
ISSN : Portail Marchés Extérieurs – 1638-1610  
Abonnement :  
En ligne : [cliquer ici](#)